

Note de recherche

L'importance de la langue française en Afrique francophone

Une synthèse sur les perceptions récentes des populations urbaines

Par
Richard MARCOUX
Alexandre WOLFF

L'importance de la langue française en Afrique francophone

**Une synthèse sur les perceptions récentes
des populations urbaines**

Note de recherche réalisée par

Richard MARCOUX et Alexandre WOLFF

Note de recherche de l'ODSEF

Québec, octobre 2025

Éléments de référence pour citer ce document :

MARCOUX, Richard et Alexandre WOLFF. (2025). *L'importance de la langue française en Afrique francophone. Une synthèse sur les perceptions récentes des populations urbaines*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval, Note de recherche de l'ODSEF, 28 pages.

Note à propos des auteurs

Professeur titulaire au Département de sociologie de l'Université Laval, **Richard Marcoux** siège aux comités de rédaction de plusieurs revues scientifiques et préside actuellement le Comité consultatif sur la statistique linguistique de Statistique Canada. Il dirige la collection « Les sociétés africaines en mutation » des Presses de l'Université du Québec. Il intervient régulièrement dans les médias sur les enjeux démographiques internationaux, et plus particulièrement sur ceux touchant l'Afrique et le Québec. Il assure la direction de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) depuis sa création, en 2009.

Alexandre Wolff est attaché principal d'administration de l'État (en France). Il a été directeur adjoint du Haut Conseil de la francophonie, puis responsable de l'Observatoire de la langue française de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) de 2010 à 2024, à Paris et à Québec. À ce titre, il a coordonné et rédigé quatre éditions de *La langue française dans le monde* (2010, 2014, 2018 et 2022). Il a animé, entre 2017 et 2024, le Comité scientifique de l'Observatoire de la langue française, composé d'une quinzaine d'universitaires et de chercheurs et chercheuses. Il a aussi apporté sa contribution au parcours de visite consacré à la langue française présenté à la Cité internationale de la langue française, inaugurée en octobre 2022 à Villers-Cotterêts (France).

ISBN : 978-2-924698-37-2 (PDF)

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Yohan Gauthier-Jutras, assistant de recherche et candidat à la maîtrise avec mémoire au Département de sociologie de l'Université Laval pour sa précieuse collaboration dans le traitement des données.

Révision linguistique : Plurielles et Singulières (<https://plurielles-singulieres.com>)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	5
CHAPITRE 1 : Source de données.....	8
CHAPITRE 2 : Analyse comparative de villes/pays autour de 2021 ...	13
CHAPITRE 3 : Tendances depuis 2015 : analyse comparative de certaines villes.....	18
Conclusion. L'importance des contextes sociolinguistiques et politiques.....	25
Références bibliographiques	29

Introduction

Parmi les indicateurs de mesure de la place occupée par une langue dans un contexte particulier ou dans une société, ceux relevant d'une approche quantitative sont probablement les plus recherchés pour l'objectivité qui leur est prêtée. En effet, pour peu que des règles méthodologiques rigoureuses, associées à des sources fiables, soient appliquées, le nombre de locuteurs et locutrices d'une langue qualifiés par leur maîtrise de celle-ci (selon les compétences classiques en compréhension, en lecture et en écriture) et sa fréquence d'usage dans un contexte donné, constituent des données probantes. À ce propos, l'exercice d'estimation du nombre de francophones dans le monde réalisé chaque année par l'ODSEF dans son [Francoscope](#) et celui mené conjointement avec l'OIF tous les quatre ans depuis 2010, produisent des résultats qui font autorité et qui permettent de mesurer des évolutions et de dégager des tendances à moyen et long terme (Pilhion et Poletti, 2017; Humbert, 2023). Ces données peuvent donc alimenter les réflexions menées sur les politiques linguistiques et leur déclinaison dans le champ éducatif, par exemple.

En complément de cette approche, dont la mise en œuvre connaît encore certaines limites, ne serait-ce que par l'absence de sources directes fiables pour tous les pays, la prise en compte d'éléments de nature qualitative permet également d'apprécier la place de la langue française, tout particulièrement dans les contextes sociolinguistiques plurilingues de l'espace francophone où elle se déploie majoritairement. On a pu ainsi utilement s'intéresser aux variations sociolinguistiques du français (OIF, 2022¹), à l'analyse de la signalétique et des dénominations commerciales présentes dans certaines villes francophones (Kouamé et Marcoux, 2025) ou encore à celle des discours et des représentations

¹ Une section complète intitulée « Une vision polycentrique du français » rend bien compte de ces variations sociolinguistiques dans l'espace francophone (OIF, 2022).

attachés à la langue française tels qu’exprimés par certaines populations ciblées (OIF, 2019)².

Depuis 2015, les enquêtes menées par le groupe Kantar comprennent précisément une série de questions destinées à apprécier le niveau d’importance accordé à la connaissance de la langue française en fonction de la valeur qui lui est accordée pour mener différentes activités : faire des études, travailler, s’informer, faire des recherches sur Internet et accéder à d’autres cultures que la sienne.

Ces questions, introduites à l’instigation de l’OIF, présentent un intérêt certain pour qui veut connaître les leviers favorables à l’acquisition de cette langue dans des pays où elle n’est, le plus souvent, ni la langue première ni même la seule langue d’enseignement. L’étude des réponses à ces questions permet également d’apprécier le niveau d’utilité affecté à la langue française par types d’activité et surtout, son éventuelle variation dans le temps. En effet, il n’est pas anodin de relever, par exemple, que la « confiance » accordée au français pour faire des études ou trouver un travail s’érode dans certaines capitales africaines, et ce, même si une majorité de répondants et répondantes aux enquêtes restent convaincus de son importance. De même, la progression, parfois spectaculaire, du nombre de répondants et répondantes déclarant « pas importante » la connaissance du français pour consulter les médias ou accéder à d’autres cultures, pourra éclairer utilement la réflexion des observateurs et décideurs.

Bien sûr, les discours sur la valeur ajoutée de la langue française sont en partie inspirés par ce que Mannoni assimile à une forme de représentation, à une « idéologie » (Mannoni, 2022). D’ailleurs, plusieurs évolutions présentées ici confirmeront l’influence de certains contextes politiques entourant ce que nous pourrions appeler un *déclassement* du français. Mais on peut raisonnablement penser aussi qu’il résulte d’un constat fait par les locutrices et locuteurs d’un

² On pourra se référer notamment aux études du projet TRANSLANGA « Transmission des langues en Afrique subsaharienne francophone », dirigé par le professeur Bruno Maurer (OIF, 2019).

rétrécissement des possibles auxquels ouvrait auparavant la maîtrise de la langue française, comme poursuivre des études supérieures dans un pays francophone ou être recrutés exclusivement pour leur compétence en français. On doit y voir aussi la concurrence d'autres langues, nationales ou étrangères selon les contextes, dont l'offre s'accroît (en ce qui concerne l'enseignement, l'emploi, l'information et la culture), notamment en raison du numérique.

Enfin, comme on le sait grâce à d'autres mesures, une perte d'estime de la langue française n'affecte pas nécessairement, ni rapidement, la réalité de son apprentissage et de son usage, mais elle pourrait être, dans certains contextes particuliers, le « signe noir » d'un recul ou d'une progression ralentie.

CHAPITRE 1 : Source de données

La présente étude de l'ODSEF s'appuie sur l'exploitation des bases de données d'une série d'enquêtes réalisées par le groupe Kantar, une entreprise privée d'études de marché (connue autrefois sous le nom TNS-Kantar). Depuis 2008, la division Médias de TNS-Kantar produit une étude annuelle nommée Africascope, qui, à travers un système d'enquêtes auprès des populations, offre des informations approfondies et précises sur la consommation média des résidentes et résidents d'un certain nombre de grandes agglomérations d'Afrique francophone. En 2010, cette initiative a été étendue avec l'étude appelée Maghreboscope, qui a permis de reconduire sensiblement les mêmes enquêtes dans les principales grandes agglomérations de trois pays du Maghreb, soit l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Depuis 2015, en collaboration avec l'OIF et sa Direction de la langue française et de la diversité linguistique, les responsables des enquêtes ont inséré dans le processus de collecte d'informations des questions qui permettent de recueillir des données sur la francophonie et sur la connaissance de la langue française et d'autres langues dans plusieurs villes d'Afrique subsaharienne.

Alors que plusieurs résultats de ces enquêtes ont été largement exploités et mis en valeur dans les trois derniers rapports quadriennaux *La langue française dans le monde* (OIF, 2014, 2019, 2022), l'ODSEF a pu, lors de ses collaborations avec l'OIF et Kantar, constituer une importante base de données qui, dans la présente étude, nous permet d'examiner non seulement l'importance de certains phénomènes, mais également, lorsque c'est possible, quelques tendances dans le temps.

Ayant cumulé ces données d'enquêtes, l'ODSEF peut ainsi, au fil des années, couvrir un périmètre urbain extrêmement large et obtenir des informations sur la quasi-totalité des grandes villes de l'Afrique francophone, comme l'illustre la carte du graphique 1.

Graphique 1 : Couverture géographique des enquêtes Africascope et Maghreboscope de TNS-Kantar depuis 2010



Cartographie : Laurent Richard, ODSEF, Université Laval.

Sources : TNS-Kantar, données d'enquêtes d'Africascope et de Maghreboscope de 2010 à 2022; GADM, projection conique conforme de Lambert pour l'Afrique (EPSG : 102 024).

Depuis 2010, les programmes Africascope et Maghreboscope ont ainsi permis de recueillir des informations dans plus d'une trentaine de villes et grandes agglomérations urbaines d'une vingtaine de pays de l'Afrique francophone. Les deux programmes partagent le même dispositif, qui repose sur des enquêtes par sondage s'adressant aux individus âgés de 15 ans ou plus dans chaque ville. Ces enquêtes utilisent une méthode d'échantillonnage non probabiliste dite par quotas, en fonction du sexe, de l'âge, du niveau d'instruction et de l'occupation des individus³. Les quotas sont déterminés pour la plupart des villes à partir des données les plus récentes, notamment des derniers recensements généraux des pays concernés⁴. La collecte des informations se fait au moyen d'entrevues en personne, d'une durée moyenne de 60 minutes, dans le domicile de la personne interrogée. Pour assurer une grande diversité des unités primaires (ici, les ménages), une seule personne par ménage est questionnée (Seveno, 2016).

Précisons que, dans le cadre du programme Maghreboscope, quatre villes algériennes (Alger, Oran, Constantine et Annaba), cinq marocaines (Casablanca, Rabat, Marrakech, Tanger et Fès) et trois tunisiennes (Tunis, Sousse et Sfax) ont été ciblées. Les effectifs de chacune sont relativement faibles, car aucune n'a atteint un échantillon de 1 000 personnes. Par conséquent, aux fins de nos analyses, les villes ont été regroupées pour chaque pays, et nous parlons d'ensembles de villes de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie, sans faire de distinction à l'intérieur de chacun de ces trois pays. Le tableau 1 présente la distribution de l'échantillon pour les villes d'Afrique subsaharienne et les trois ensembles de villes concernés par l'étude.

³ La méthode par quotas est l'une des méthodes d'échantillonnage non probabiliste les plus courantes : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/edu/power-pouvoir/ch13/nonprob/5214898-fra.htm>.

⁴ L'ODSEF a contribué d'ailleurs à fournir à la direction du programme Africascope de Kantar des informations précises et à jour sur les populations à étudier dans plusieurs villes afin de déterminer ces quotas.

Tableau 1 : Taille de l'échantillon des enquêtes de TNS-Kantar par ville et période

Ville/Agglomération	Enquêtes réalisées autour de 2015	Enquêtes réalisées autour de 2021
Abidjan	3 227	925
Antananarivo		876
Bangui		701
Bamako	3 238	2 775
Brazzaville	1 103	1 050
Conakry	915	1 700
Cotonou		850
Dakar/Pikine	3 213	925
Douala	2 300	926
Kigali		1 006
Kinshasa	3 158	924
Libreville	3201	925
Lomé		850
N'Djamena	850	
Niamey		450
Nouakchott	926	850
Ouagadougou	3 226	2 775
Yaoundé	1 430	400
Villes algériennes	3 263	1 473
Villes marocaines	3 145	1 444
Villes tunisiennes	3 231	1 504
Total	36 426	23 329

Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

En ce qui a trait à la qualité des données, précisons que la « robustesse » des informations collectées a été testée par l'exploitation de données issues de plusieurs enquêtes et recensements pour une même ville : les analyses ont montré une grande constance de la plupart des indicateurs dans le temps (Marcoux, Richard et Beck, 2018).

En plus des informations socio-démographiques et économiques que les équipes de l'ODSEF utilisent depuis plusieurs années, les données collectées lors des enquêtes de Kantar offrent des informations linguistiques très riches, notamment sur les multiples langues comprises et utilisées, mais également sur l'auto-

évaluation de la maîtrise de certaines de celles-ci en ce qui a trait à l'expression orale et à la compréhension, de même que sur les langues d'alphabétisation des populations dans les villes ciblées (Bougma et Marcoux, 2022; Harton et Marcoux, 2017; Marcoux et Alladatin, 2014).

Dans la présente étude, ce sont les réponses relatives à la perception de l'importance de la langue française qui seront analysées. Il faut savoir que, depuis 2015, la question suivante est insérée dans le questionnaire et couvre cinq domaines précis. On présente ici le libellé de la question retenue ainsi que les trois possibilités de réponse suivies des cinq thèmes abordés.

Selon vous, la connaissance du français est-elle indispensable, importante ou pas importante dans les situations suivantes :

1. Obtenir un travail ?
2. Faire des études supérieures ?
3. S'informer dans les médias ?
4. Faire des recherches sur Internet ?
5. Accéder à d'autres cultures ?

L'analyse des résultats obtenus lors des dernières enquêtes sera examinée dans le chapitre 2, qui suit, et quelques contrastes importants entre les villes seront relevés. Les tendances observées dans le temps feront l'objet du chapitre 3, et ce, uniquement pour les villes dans lesquelles au moins deux enquêtes ont pu être réalisées. Cela permettra de relever certaines inflexions dans les réponses au fil du temps et de distinguer, parfois, des contextes sociolinguistiques singuliers porteurs de leur propre dynamique interne.

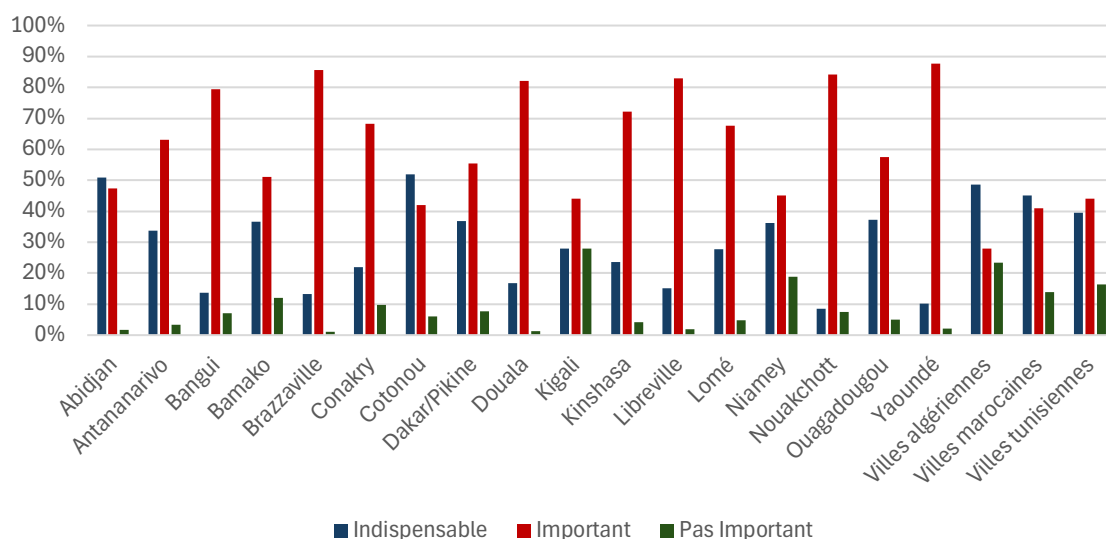
CHAPITRE 2 : Analyse comparative de villes/pays autour de 2021

Les cinq figures qui suivent montrent les contrastes entre les villes de l'Afrique francophone selon chacune des cinq dimensions et les enquêtes les plus récentes, soit autour de 2021. La figure 1 montre que la langue française est considérée comme indispensable, ou du moins importante, pour le travail par plus de 75 % des personnes dans toutes les villes retenues. En fait, elle est rarement considérée comme non importante, cette réponse étant donnée par moins de 10 % des personnes interrogées à Bangui, à Conakry, à Cotonou, à Dakar, à Nouakchott et à Ouagadougou, et même par moins de 5 % à Abidjan, à Antananarivo, à Brazzaville, à Kinshasa, à Libreville, à Lomé et dans les deux agglomérations du Cameroun que sont Yaoundé et Douala. La langue française est jugée non importante pour le travail par plus de 10 % des personnes interrogées à Bamako (13 %), à Niamey (19 %) et à Kigali (28 %) ainsi que dans les villes des trois pays du Maghreb.

Fait à souligner, près de 50 % des habitants des villes algériennes considèrent la langue française comme indispensable pour le travail, alors que c'est aussi près du quart de la population (23 %) de ces villes qui la perçoivent comme non importante pour le travail.

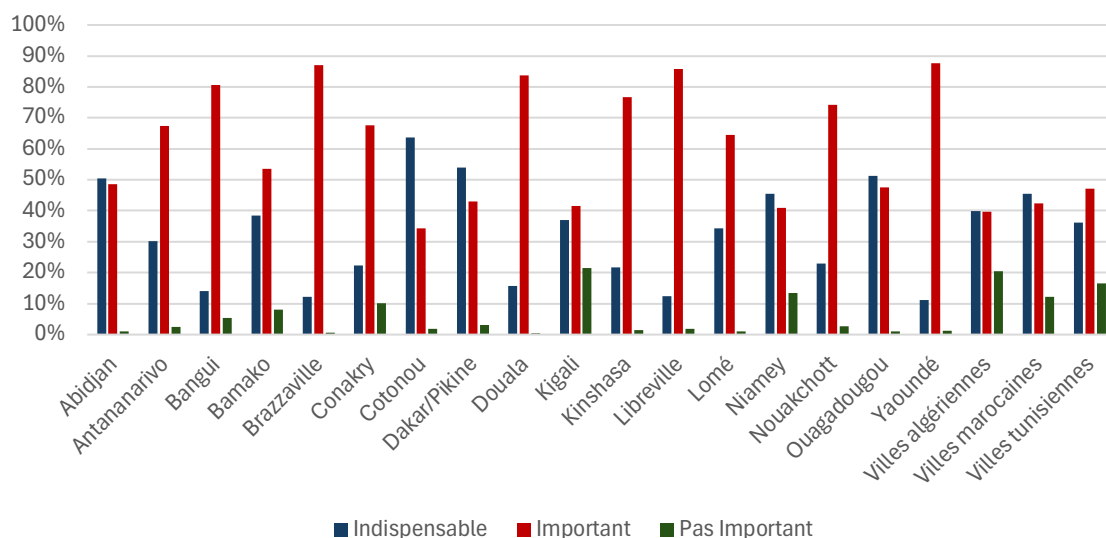
On voit des contrastes similaires pour chacune des quatre autres dimensions, comme le montre la figure 2. Concernant l'importance de la langue française pour les études supérieures, très peu de personnes questionnées retiennent la réponse « Pas importante », à l'exception des villes du Maghreb et de Kigali à nouveau, où l'arabe pour les premières et l'anglais et le kinyarwanda pour la seconde sont déjà des langues bien présentes dans les programmes post-secondaires.

Figure 1. Répartition des répondants de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour le travail autour de 2021



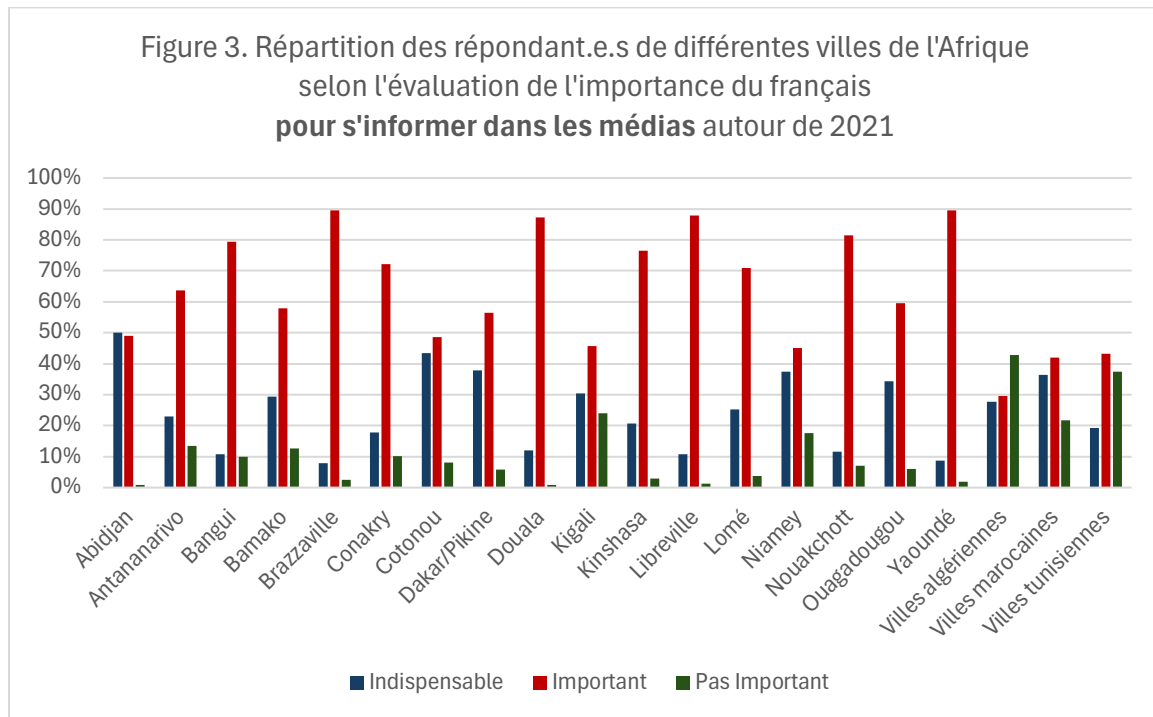
Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Figure 2. Répartition des répondants de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour les études supérieures autour de 2021



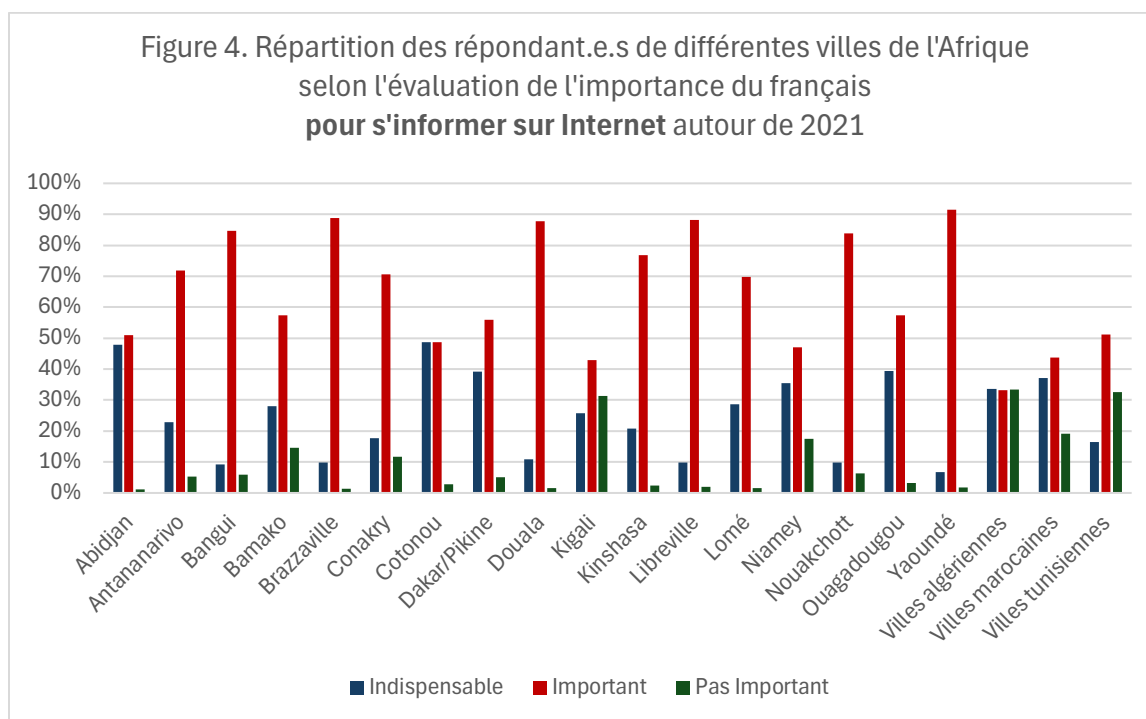
Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

La figure 3 présente l'évaluation de l'importance de la langue française pour s'informer dans les médias. Comme en ce qui concerne l'enseignement supérieur, qui est largement influencé par les contextes linguistiques de scolarisation, l'offre distincte en matière de médias écrits et télévisuels semble conduire à différencier les villes. À nouveau, les résultats dans les villes du Maghreb rendent compte de la concurrence des médias en langue arabe, tout comme à Kigali, avec l'offre en kinyarwanda, et à Antananarivo, où la langue malgache est fort présente, particulièrement dans les médias écrits et télévisuels.



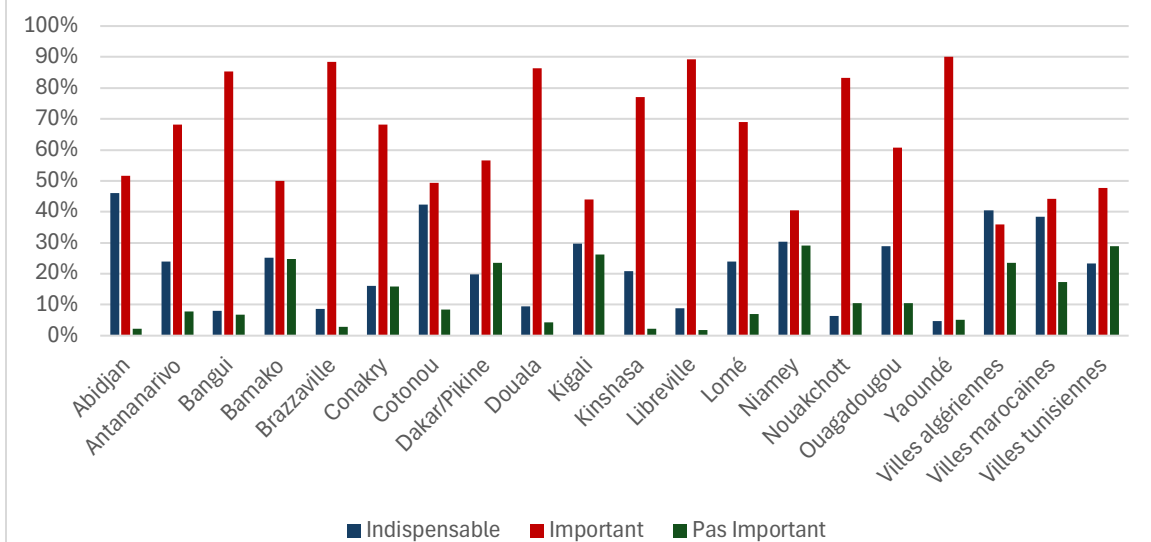
Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Enfin, les figures 4 et 5 présentent l'importance du français perçue par les personnes interrogées pour s'informer sur Internet et accéder à d'autres cultures. Là aussi, les mêmes contrastes se dégagent : les résidents et résidentes des villes des trois pays du Maghreb et de Kigali semblent percevoir la langue française de façon moins centrale pour les activités liées à ces deux dimensions. Son caractère indispensable dépasse les 40 % à Abidjan et à Cotonou, alors qu'elle est perçue comme importante pour accéder à d'autres cultures par plus de 80 % des personnes interrogées à Bangui, à Brazzaville, à Libreville et à Nouackchott, et par environ 90 % des répondantes et répondants des deux villes du Cameroun, Douala et Yaoundé.



Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Figure 5. Répartition des répondant.e.s de différentes villes de l'Afrique
selon l'évaluation de l'importance du français
pour accéder à d'autres cultures autour de 2021



Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

CHAPITRE 3 : Tendances depuis 2015 : analyse comparative de certaines villes

Des tendances se dégagent concernant les réponses données dans les villes et agglomérations pour lesquelles on dispose de deux enquêtes menées à 6 ou 8 ans d'intervalle depuis 2015 (figures 6 à 10 regroupées à la fin de ce chapitre). Compte tenu des résultats que nous avons dégagés dans le chapitre précédent, l'analyse proposée ici s'intéressera d'abord aux agglomérations urbaines d'Afrique subsaharienne, puis aux trois ensembles de villes des pays du Maghreb.

En Afrique subsaharienne

Avant d'examiner les variations concernant les résultats des enquêtes sur la perception de l'importance de la connaissance de la langue française dans les grandes villes d'Afrique subsaharienne, il convient de rappeler le constat le plus important : son appréciation très positive par une large majorité de répondants et répondantes. Le cumul des réponses « indispensable » et « importante » est toujours supérieur à 60 % et, pour 16 villes sur 19 en 2021, dépasse même 80 %, quel que soit le domaine considéré (travail, études, médias, Internet et culture). Lorsque des enquêtes ont été menées en 2015 ou 2016 et en 2020 ou 2021, on remarque même une augmentation de ce total dans la moitié des villes : Brazzaville (Congo), Douala (Cameroun), Kinshasa (République démocratique du Congo), Libreville (Gabon) et Nouakchott (Mauritanie). Les autres villes montrent plutôt une stagnation à des niveaux déjà très élevés (supérieurs à 90 %) : Abidjan (Côte d'Ivoire), Ouagadougou (Burkina Faso) et Yaoundé (Cameroun). Seules Bamako (Mali), Conakry (Guinée) et Dakar/Pikine (Sénégal) connaissent des baisses parfois importantes, comme nous le verrons en détail plus loin.

Au-delà de ce constat général, il faut tout de même noter que la connaissance jugée « indispensable » de la langue française, quel que soit le domaine visé, accuse en moyenne une baisse de près de 4 points de pourcentage sur le total cumulé des réponses recueillies autour de 2021 par rapport à 2015. Cette baisse

est particulièrement sensible dans le domaine du travail. Néanmoins, on ne relève que très peu de variations dans la proportion de répondants et répondantes qui considèrent la langue française comme « pas importante ». La baisse constatée dans la catégorie « indispensable » se trouve à peu près compensée par la hausse des réponses qualifiant le français de langue « importante ».

Ainsi, si l'on peut parler de *déclassement* de la langue française, elle reste assez largement jugée utile, même si la compensation évoquée ci-dessus n'est pas intégrale dans les deux domaines clés que sont le travail et les études supérieures.

C'est encore plus vrai selon les répondants et répondantes de moins de 30 ans⁵, qui sont moins nombreux à juger indispensable la connaissance du français pour trouver du travail ou faire des études supérieures (- 3,9 points de pourcentage en moyenne). Sa connaissance est même considérée comme « pas importante » par une proportion en hausse de plus de 2 points (2,3 points en ce qui concerne le travail, et 2,4 points pour les études supérieures). D'une manière générale, la bonne image de la langue française s'estompe dans tous les domaines chez cette génération, mais l'évolution la plus notable concerne la génération des 25-34 ans, dont les représentants et représentantes sont beaucoup moins nombreux à juger sa connaissance indispensable en 2021 qu'en 2015 (baisse de 4,9 points de pourcentage en moyenne); ils sont même plus nombreux (+ 2,1 points de pourcentage en moyenne) à penser qu'elle n'est pas importante du tout. Cette perte de crédit est particulièrement marquée dans les domaines des études supérieures (- 5,9 points de pourcentage pour la réponse « indispensable » et + 3,4 points de pourcentage pour la réponse « pas importante ») ainsi que de l'information par les médias et Internet (respectivement - 5,6 et - 5,4 points de pourcentage pour la réponse « indispensable », et + 3 et + 3,4 points de pourcentage pour la réponse « pas importante »).

⁵ Les tableaux qui distinguent les populations interrogées selon les groupes d'âges ne sont pas présentés ici et sont disponibles auprès des auteurs.

Au Maghreb

Dans les villes du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) où des enquêtes ont été menées en 2015 ou 2016 et en 2020, les constats sont nettement plus tranchés qu'en Afrique subsaharienne. Certes, l'importance accordée à la connaissance de la langue française (cumul des réponses « indispensable » et « importante ») pour travailler, faire des études supérieures, s'informer sur Internet ou par les médias et accéder à d'autres cultures est encore reconnue par une majorité des répondants, entre 57 % et 87 % selon les domaines. Mais on assiste aussi à une très nette progression avec une progression moyenne de 20 points de pourcentage dans les villes algériennes et tunisiennes de la réponse « pas importante ».

Le cas du Maroc se rapproche plus de la situation subsaharienne, avec une part importante (environ 16 points de pourcentage) des opinions qui basculent de la catégorie « indispensable » à la catégorie « importante », même si l'augmentation des réponses qui jugent la connaissance de la langue française comme pas importante dans les domaines du travail et des études (respectivement + 3,9 et + 6,2 points de pourcentage) constitue un mauvais signal évident. Elle est cependant beaucoup moins inquiétante qu'en Algérie ou en Tunisie, où elle dépasse largement les 10 points de pourcentage pour ces mêmes catégories (dépassant même les 18 points de pourcentage dans les villes algériennes).

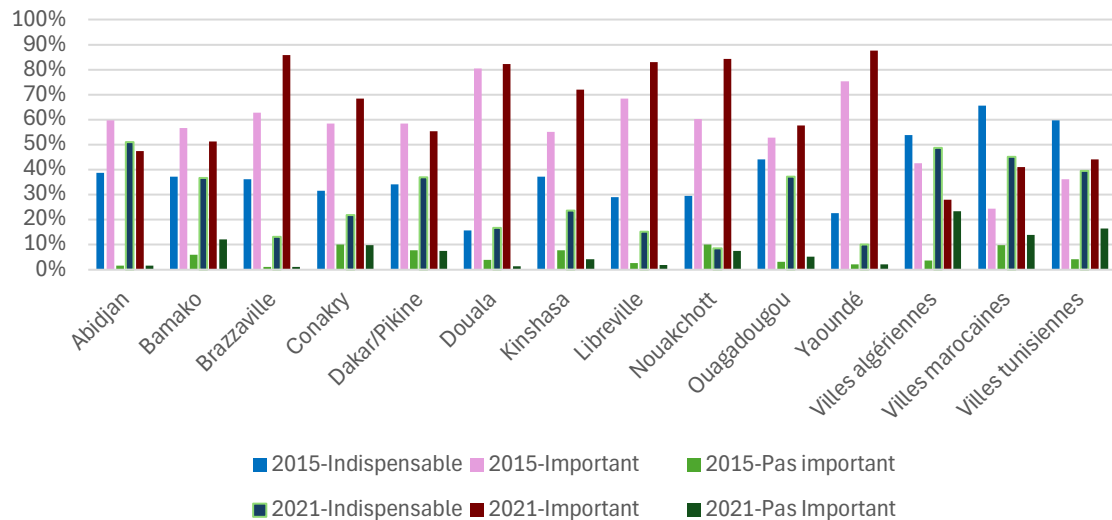
La Tunisie connaît cependant une évolution plus proche de celle du Maroc, avec une part importante de répondants et répondantes qui, tout en niant le caractère indispensable de la connaissance de la langue française, la jugent « importante », notamment dans les domaines du travail et des études (en hausse, respectivement, de 7,9 et de 10,3 points de pourcentage). C'est le contraire en Algérie, où les personnes interrogées jugent que sa connaissance est de moins en moins importante dans tous les domaines (baisse de la catégorie « importante » comprise entre 6 et 17 points de pourcentage).

En Algérie et en Tunisie, les réponses se rejoignent en revanche très nettement à propos du degré d'importance attaché à la connaissance de la langue française

pour trois types d'activités : s'informer sur Internet ou dans les médias et accéder à d'autres cultures. Sur ces questions, elle n'est jugée ni indispensable ni importante par une part croissante des citadines et citadins interrogés. Alors qu'ils n'étaient qu'entre 7 % et 11 % à n'accorder aucune importance à la connaissance de la langue française pour mener ces activités en 2015, ce sont plutôt entre un quart et un tiers des répondants et répondantes de 2020, en moyenne, qui sont désormais de cet avis. Pour les médias, on voit même que 37 % des personnes interrogées en Tunisie et 42 % en Algérie la considèrent comme inutile pour mener ces activités.

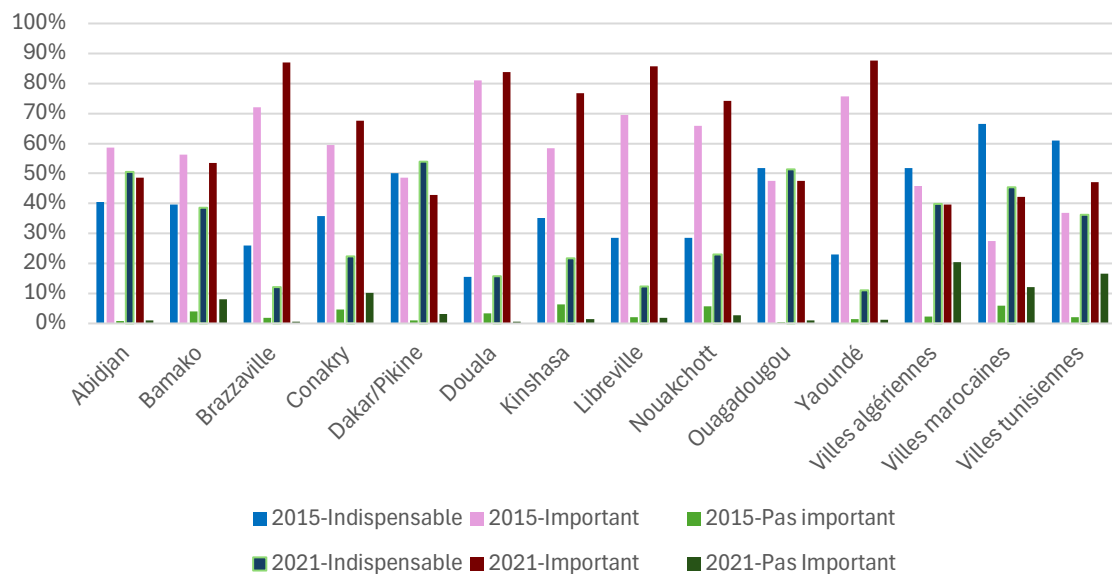
Ainsi, la perte d'intérêt pour la langue française se manifeste de manière plus marquée dans les activités culturelles, médiatiques et numériques que dans celles relevant de l'enseignement ou du travail. On peut y voir la conséquence d'un accroissement, en quantité et en qualité, d'une offre en arabe, mais aussi d'une moindre appétence pour les contenus francophones lorsqu'un choix se présente. C'est sans doute moins le cas dans les domaines de l'enseignement, et surtout du travail, où la connaissance du français demeure objectivement un atout, comme le montrent les figures 6 à 10.

Figure 6. Répartition des répondant.e.s de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour le travail, comparaison entre 2015 et 2021



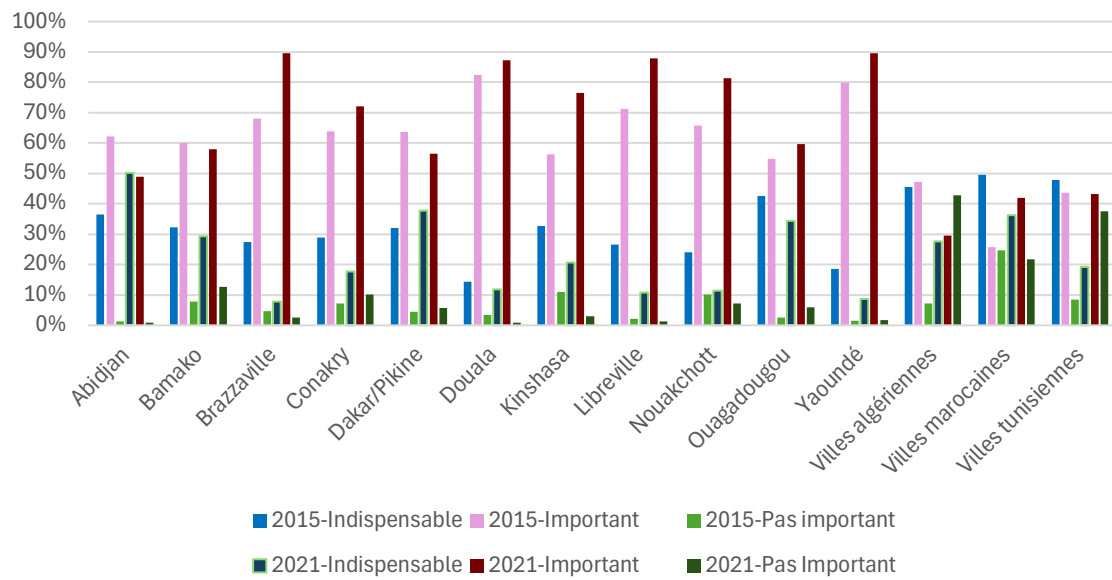
Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Figure 7. Répartition des répondant.e.s de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour les études supérieures, comparaison entre 2015 et 2021



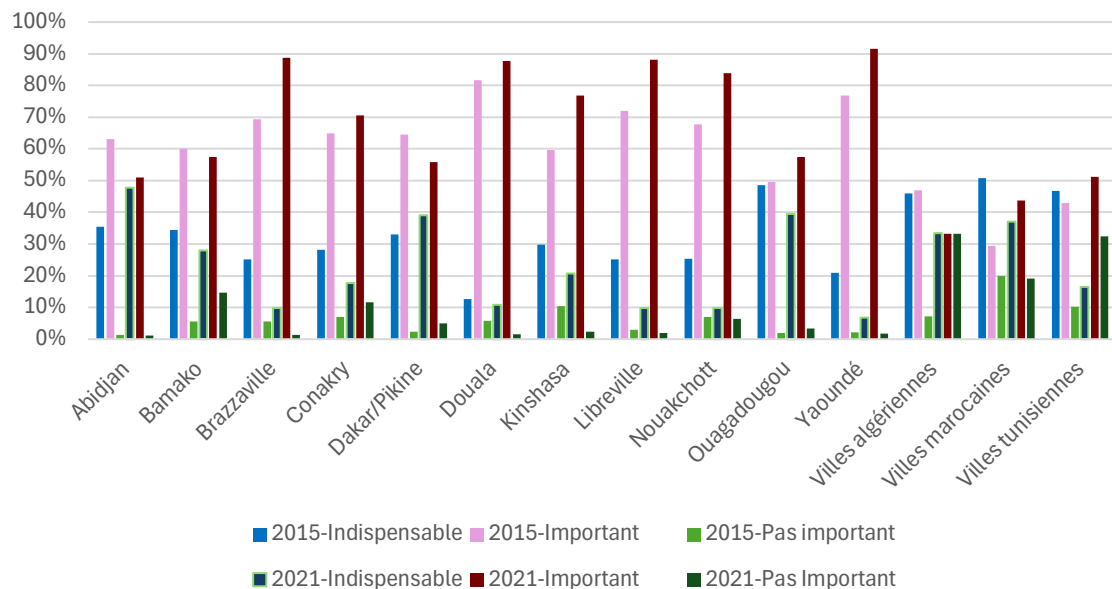
Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Figure 8. Répartition des répondant.e.s de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour s'informer dans les médias, comparaison entre 2015 et 2021



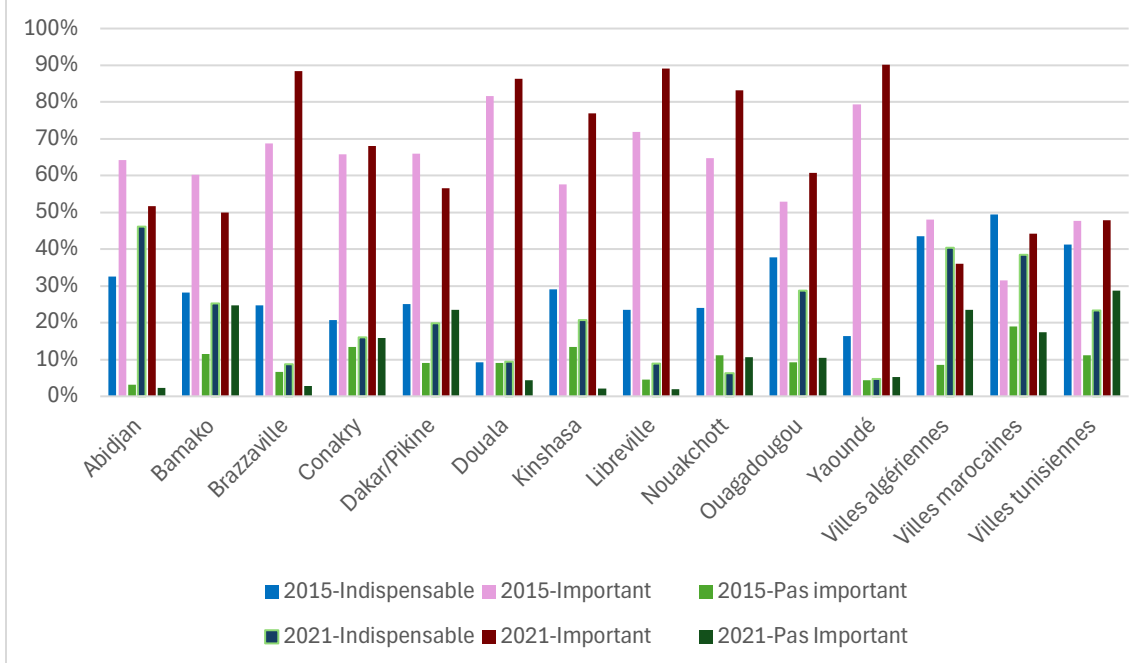
Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Figure 9. Répartition des répondant.e.s de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour s'informer sur Internet, comparaison entre 2015 et 2021



Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

Figure 10. Répartition des répondant.e.s de différentes villes de l'Afrique selon l'évaluation de l'importance du français pour accéder à d'autres cultures, comparaison entre 2015 et 2021



Source : TNS-Kantar, données d'enquêtes de Africascope et Maghreboscope de 2015 à 2017 et de 2019 à 2022; calcul des auteurs.

CONCLUSION. L'importance des contextes sociolinguistiques et politiques

Ces résultats, vus à l'échelle régionale, méritent d'être nuancés par une approche contextualisée par pays. En effet, l'examen détaillé des réponses fournies par ville révèle d'importants contrastes.

Les résidentes et résidents d'au moins deux villes qui expriment une forme particulièrement marquée de désaveu vis-à-vis de la langue française (entre - 5 et - 7 points de pourcentage en moyenne pour « importante ») partagent une caractéristique potentiellement favorable à une prise de distance plus rapide avec elle. En effet, à Dakar comme à Bamako, la population peut assez bien s'en passer au quotidien dans pratiquement toutes les sphères de l'activité humaine en recourant aux langues nationales, très largement maîtrisées et répandues, que sont le wolof dans la capitale sénégalaise et le bamanankan (ou bambara) dans celle du Mali. Ce contexte sociolinguistique particulier – où une langue africaine réunit une majorité de locutrices et locuteurs – est assez peu répandu en Afrique subsaharienne et explique en partie l'utilité relative prêtée à une autre langue, quelle qu'elle soit. On remarque néanmoins que certains domaines, comme le travail et l'enseignement, résistent mieux à la dépréciation constatée sur d'autres sujets (médias, Internet ou culture), ou même affichent des résultats contraires (comme à Dakar, où la langue française gagne des partisans dans la réponse « indispensable »). C'est sans doute que la réalité de l'intérêt à maîtriser la langue française pour occuper un emploi et faire des études l'emporte sur l'image que l'on se fait de cette langue.

Le partage d'une langue nationale ne suffit cependant pas à expliquer le recul observé qui, lié à une analyse de « discours sur » la langue, s'inscrit aussi dans un environnement politique et social marqué par une défiance, voire une hostilité croissantes exprimées par les dirigeants de ces pays vis-à-vis de la France. Ainsi, au Congo et en République démocratique du Congo, le lingala jouit, du moins dans les villes où sont menées les enquêtes, d'un statut d'usage assez proche de celui du wolof ou du bambara à Dakar et à Bamako. Pour autant, la proportion de la

réponse « importante » concernant la connaissance de la langue française a crû respectivement de 18 points de pourcentage à Brazzaville et de 19 points à Kinshasa.

Inversement, l'absence d'une langue commune autre que le français, dans une capitale comme Conakry (Guinée) par exemple, n'empêche pas le déclassement observé dans les réponses aux questions relatives à l'utilité de la connaissance de la langue française, dont le caractère « indispensable » est en recul de près de 9 points de pourcentage en moyenne.

Les prises de position officielles récentes sur la relation à la France en général ont pu affecter l'image de la langue française, même si la proportion de répondantes et répondants qui jugent sa connaissance « importante » a augmenté en parallèle de 6,8 points de pourcentage. Le poids du discours officiel n'est cependant pas toujours déterminant, comme le montrent les résultats observés à Ouagadougou (Burkina Faso), qui révèlent que moins de personnes interrogées jugent la connaissance de la langue française « indispensable » (- 6,8 points de pourcentage en moyenne) tout en affichant une augmentation de près de 19 points de pourcentage des personnes interrogées convaincues de son importance.

Pour conclure sur cette relative perte de crédit de la langue française, notons que l'opinion exprimée sur l'importance de sa connaissance n'implique pas mécaniquement un recul généralisé de sa maîtrise, mais qu'elle peut préfigurer un désintérêt progressif pouvant y conduire dans certains contextes et selon les politiques menées (présence d'une langue nationale largement partagée, suspension de l'officialité de la langue française, réduction – voire suppression – de sa présence dans les processus d'apprentissage et de formation...).

Dans ce paysage subsaharien contrasté, quelques gains sont également constatés dans l'opinion exprimée par les répondantes et répondants de certaines villes. Ainsi, à Abidjan, le pourcentage de personnes qui jugent que la connaissance de la langue française est « indispensable » pour trouver du travail augmente (+ 12 points de pourcentage). De même, à Douala, les résultats cumulés pour « indispensable » et « importante » représentent une augmentation

de 3 points de pourcentage. Par ailleurs, de moins en moins de personnes déclarent n'accorder aucune importance à la maîtrise de la langue française pour trouver du travail à Kinshasa (- 3,6 points de pourcentage) et à Nouakchott (- 2,8 points de pourcentage). Cette évolution est encore plus marquée en ce qui concerne les études supérieures, avec une baisse comprise entre 3 et 5 points à Abidjan, à Douala et à Kinshasa. D'une manière générale, Kinshasa se distingue nettement de l'ensemble des villes, avec des baisses systématiques des pourcentages de répondantes et répondants qui n'accordent aucune importance à la langue française, quelle que soit l'activité ciblée. Ce constat est d'autant plus important qu'il concerne le plus grand pays francophone d'Afrique. Il en est de même à Douala et à Nouakchott, mais dans de moindres proportions.

Au Maghreb, comme le montrent quelques cas observés en Afrique subsaharienne, le partage d'une langue nationale commune (en réalité, les variantes nationales de la langue arabe) peut dispenser presque totalement du recours à une autre langue, en l'occurrence le français. Cette langue n'est d'ailleurs pas officielle et ne demeure langue d'enseignement, à des degrés divers, qu'en parallèle à l'arabe (au Maroc et en Tunisie), du moins dans le système public, ou dans certaines filières de l'enseignement supérieur en Algérie. Couplée aux effets des politiques linguistiques nationales et des prises de position officielles parfois très hostiles à la France et à sa langue, **cette « utilité marginale » de la langue française rend la place qu'elle peut occuper beaucoup plus volatile qu'ailleurs en Afrique.**

En tant que langue étrangère, en revanche, elle peut être considérée comme un atout, ce qui explique sans doute l'intérêt qu'elle continue de susciter en général, comme nous l'avons signalé en introduction de cette analyse régionale et comme en attestent les résultats à une question qui n'a pas été posée dans les autres pays d'Afrique et qui concerne l'importance de sa connaissance pour « partir vivre à l'étranger ». Dans cette hypothèse, ce sont entre 70 % et 90 % des répondantes et répondants des villes des trois pays qui qualifient la connaissance de la langue française d'« indispensable » ou d'« importante ».

C'est aussi sans doute pour cette raison que la langue française présente le plus grand intérêt (les meilleurs résultats) **dans les catégories « travail » et « études supérieures », activités pour lesquelles autour de 80 % des personnes interrogées dans les trois pays considèrent comme utile sa connaissance** (cumul « indispensable » et « importante »).

Références bibliographiques

- BOUGMA, Moussa et Richard MARCOUX (2022). *Portrait démologique de quelques grandes villes d'Afrique subsaharienne et du Maghreb : un plurilinguisme dominant*. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 55 p.
- HARTON, Marie-Ève et Richard MARCOUX avec la collaboration de Laurent RICHARD (2017). *Maîtrise du français dans une trentaine de villes africaines*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval, 38 p.
- HUMBERT, Philippe (2023). « Quantifier la langue française du Nord au Sud : un acte et un outil de neutralisation des tensions », *Revista de Llengua i Dret / Journal of Language and Law*, n° 80, p. 63-80.
- KOUAMÉ, Jean-Martial et Richard MARCOUX (2025). « Plurilinguisme et langue française. Vers une typologie des grandes agglomérations urbaines en Afrique francophone », communication présentée dans la cadre du Colloque 617, intitulé *Le plurilinguisme dans l'espace francophone polycentrique*, lors du Congrès de l'ACFAS à Montréal.
- MANNONI, Pierre (2022). *Les Représentations sociales*. Paris, PUF, collection « Que sais-je? », 128 pages
- MARCOUX, Richard et Judicaël ALLADATIN (2014). « Les francophones analphabètes en Afrique : un phénomène relativement marginal », *La langue française dans le monde 2014*. Paris, Éditions Nathan, p. 28-31.
- MARCOUX, Richard, Laurent RICHARD et Baptiste BECK (2018). *Étude méthodologique des enquêtes réalisées dans le cadre du programme Africascope (Abidjan, Dakar et Yaoundé)*. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval.
- PILHION, Roger et Marie-Laure POLETTI, ... *et le monde parlera français*, lggybbok.com, 2017, 450 p.
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF) (2019). *La langue française dans le monde, 2015-2018*. Paris, Organisation internationale de la francophonie et Gallimard, 367 p.
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF) (2022). *La langue française dans le monde, 2015-2018*. Paris, Organisation internationale de la francophonie et Gallimard, 369 p.
- SEVENO, Stanislas (2016). *Étude d'audience zone Afrique*. Africascope. Kantar TNS.